

LE PAPE POURRAIT NOMMER DES EVEQUES EN CHINE

Nicolas Senèze (avec Corriere della Sera, La Stampa et Églises d'Asie), le 31/01/2016

Selon le quotidien italien *Corriere della Sera*, un accord aurait été trouvé entre Rome et Pékin concernant la nomination des évêques chinois

ZOOM

Une délégation chinoise s'est rendue cette semaine à Rome où un accord aurait été trouvé entre la Chine et le Saint-Siège concernant la nomination des évêques catholiques chinois.

Selon le quotidien italien *Corriere della Sera*, les listes de noms concernant trois évêques chinois seraient même déjà sur le bureau du pape. Celui-ci pourrait ainsi désigner prochainement des évêques pour trois diocèses, ce qui serait une première depuis la rupture des relations diplomatiques entre Pékin et Rome en 1952.

Cet accord serait le fruit d'un intense et discret travail diplomatique, mené notamment sous les auspices du Secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Pietro Parolin, très bon connaisseur des relations sino-vaticanes.

Des relations compliquées

Pendant longtemps, c'est en effet l'Association patriotique des catholiques chinois qui nommait les évêques chinois, sans se soucier de l'accord de Rome. Jean-Paul II avait rappelé que les évêques ainsi nommés étaient automatiquement excommuniés.

Sous Benoît XVI, les progrès des relations sino-vaticanes avaient abouti un accord tacite : Pékin continuait effectivement à nommer des évêques chinois mais agréés par Rome qui faisait savoir, ensuite, que les nouveaux élus étaient en communion avec le pape.

« La quasi-totalité » des évêques nommés en Chine « sont désormais en pleine communion avec le Saint-Siège », avait pu déclarer Benoît XVI.

Rôle crucial du cardinal Parolin

Un des principaux artisans de la détente entre Rome et Pékin avait justement été Mgr Pietro Parolin, alors sous-secrétaire pour les relations avec les États.

Après la nomination de celui-ci comme nonce au Venezuela, en 2009 – et alors que 110 des 115 évêques chinois étaient *de facto* reconnus par Rome –, de nouvelles ordinations illégitimes d'évêques non acceptés par le pape avaient retendu les relations entre Rome et Pékin.

Il faudra attendre l'élection de François pour que les relations se détendent, avec notamment un échange de courrier entre le pape et le nouveau président chinois Xi Jinping, élu le lendemain de l'élection du pape argentin. En août 2014, de retour de Corée, le pape avait en outre survolé la Chine, occasion d'un nouvel échange de courtoisie entre les deux dirigeants.

En juin 2014, une délégation de responsables chinois se rendait à Rome pour rencontrer de hauts responsables catholiques. En octobre 2015, c'était au tour d'une délégation vaticane de faire le voyage vers Pékin et le cardinal Pietro Parolin déclarait peu après que cette rencontre avait été « très positive » et faisait partie d'« un processus devant aboutir à un accord, comme espéré ».

Cet accord aurait abouti au cours des deux jours où la délégation chinoise était cette semaine au Vatican. Désormais, la Chine proposant à Rome, pour chaque évêque à nommer, une liste de noms agréés, laissant le pape choisir le nouvel élu et annoncer sa nomination.

« Pas impossible d'imaginer un voyage de François en Chine »

Un autre pas qui pourrait être franchi serait le rétablissement des relations diplomatiques entre Rome et Pékin, ce qui supposerait la rupture des relations diplomatiques avec Taïwan, toujours considérée par la Chine comme une « île rebelle ».

Or le nouvel ambassadeur taïwanais près le Saint-Siège a justement été reçu samedi 23 janvier par le pape François. Selon Matthew S. Lee, les responsables du Vatican qu'il a rencontré à cette occasion lui ont confié qu'il « n'y avait pas d'avancée particulière » entre Rome et Pékin.

Il a néanmoins que la mise en place de bonnes relations entre la Chine populaire et le Saint-Siège « serait une bonne nouvelle pour l'Église universelle » pour autant que cela « ne vienne pas enfreindre la doctrine et l'orthodoxie catholiques » et que cela « puisse contribuer à promouvoir la liberté religieuse et la défense des droits de l'homme », rapporte l'agence Église d'Asie.

Selon le *Corriere della Sera*, il n'est pas contre « pas impossible d'imaginer, peut-être en 2017, un voyage de François en Chine ».